



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 1er MARS 1902.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-deuxième jour de janvier 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières, Alexander Stephenson Adams, agent et cultivateur, de Rat River, comté de Champlain.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du cinquième jour de février 1902, de nommer Philippe Horace Anselme Caron, président de "The Provincial Secret Service Agency, Limited," de Petit Métis, juge de paix, en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province de Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du cinquième jour de février 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières, Paul Etienne Parent, ingénieur civil, de la cité de Trois-Rivières.

907

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 1st MARCH, 1902.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

36

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty-second day of January, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Alexander Stephenson Adams, agent and farmer, of Rat River, county of Champlain.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth day of February, 1902, to appoint Philippe Horace Anselme Caron, president of "The Provincial Secret Service Agency, Limited", of Little Metis, a justice of the peace, in virtue of article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the whole province of Quebec.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth day of February, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Paul Etienne Parent, civil engineer, of the city of Three Rivers.

908

## DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Québec, 21 février 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 février 1902, conformément à la loi 57 Vict., ch. 66, sec. 22, de nommer M. Joseph E. Cloutier, courtier, pour remplir la vacance créée dans le conseil de la ville de Chicoutimi, par la démission de M. J. A. Ouellette. 909

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix-huitième jour du mois de juin 1897, pour la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, dans le comté d'Yamaska, et de nommer par commission en date du vingt-deuxième jour de février 1902, Edouard Gill, fils d'Elie, cultivateur, Alfred Veilleux, bourgeois, Nazaire Desmarais, marchand, Adolphe Laperrière, fils, marchand, Omer Larivière, forgeron, Adélarde Lafrenière et Armand Ally, industriels, tous de Saint-Thomas de Pierreville, commissaires de la dite cour. 925

## DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE PROVINCIAL.

Québec, 26 février 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 26 février 1902, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal, de nommer MM. Gédéon Ouimet et François-Xavier Bertrand, conseillers de la municipalité du canton Howard, comté d'Argenteuil, vu qu'il n'y a pas eu d'élection dans le mois de janvier dernier, suivant loi. 929

## ERRATUM.

A la page 366 de la *Gazette Officielle* du huit février dernier (1902), dans les nominations des juges de paix pour le district de Gaspé, lisez : Pierre Frelatte, au lieu de Pierre Fradette. 911

## Avis du Gouvernement

## DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 21 février 1902.

Avis public est par le présent donné que la "Hatley Water Company", devant être conduite conformément aux articles 4794 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, section VI, intitulée : "Des compagnies pour le gaz et l'eau", s'est conformée aux formalités prescrites par la loi.

ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

917

No. 3405.01.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

*Délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Damien de Stanbridge, Missisquoi, le lot No 228 du cadastre du canton de Stanbridge ; aussi, de détacher de la municipalité scolaire de Saint Pierre de Vérone, Missisquoi, les lots suivants du dit cadastre du canton de Stanbridge, savoir : Nos 27, 195, 201, 202, 207, 210, 211, 212, 217, 241, 242,

## PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 21st February 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of February, 1902, pursuant to the act 57 Vict., ch. 66, sec. 22, to appoint Mr. Joseph E. Cloutier, broker, to fill the vacancy created in the council of the town of Chicoutimi, by the resignation of Mr. J. A. Ouellette. 910

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the eighteenth day of the month of June, 1897, for the parish of Saint-Thomas de Pierreville, in the county of Yamaska, and to appoint, by commission dated the twenty-second day of February 1902, Edouard Gill, son of Elie, farmer, Alfred Veilleux, gentleman, Nazaire Desmarais, merchant, Adolphe Laperrière, junior, merchant, Omer Larivière, blacksmith, Adélarde Lafrenière and Armand Ally, artisan, all of Saint Thomas de Pierreville, commissioners of the said court. 926

## PROVINCIAL SECRETARY DEPARTMENT.

Québec, 26th February, 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 26th of February, 1902, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code, to appoint Messrs. Gédéon Ouimet and François-Xavier Bertrand, councillors of the municipality of the township Howard, county of Argenteuil, seeing that there has been no election in the month of January last, according to law. 930

## ERRATUM.

At page 366 of the *Official Gazette* of the eighth of February last, (1902), in the appointment of justices of the peace for the district of Gaspé, read : Pierre Frelatte, instead of Pierre Fradette. 912

## Government Notices

## PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 21st February 1902.

Public notice is hereby given that the "Hatley Water Company", to be managed according to articles 4794 and following of the revised statutes of the province of Quebec, section VI, instituted "Gas and water companies", has complied with the formalities prescribed by law.

ADELARD TURGEON,  
Provincial Secretary.

918

No 3405.01.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

*Boundaries of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Damien de Stanbridge, Missisquoi, lot No. 228 of the cadastre of the township of Stanbridge ; also, to detach from the school municipality of Saint Pierre de Vérone, Missisquoi, the following lots of the said cadastre of the township of Stanbridge, namely : Nos. 27, 195, 201,

243, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Saint-Armand Ouest," Missisquoi, pour les catholiques seulement.

La dite annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

923

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Neigette.*

Lot 21, du 2<sup>e</sup> rang, à Emile Heppel.

*Canton Escoumains.*

1<sup>er</sup> rang.

Lot 5, à Frs Boissonneault.

Lot 6, à Anicette Boissonneault.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.

Québec, 1<sup>er</sup> mars 1902.

927

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 15 février 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Robert Bennett Hutcheson, écuyer, notaire public, de la ville de Westmount, et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire John Helder Isaacson, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat. Article 3685 des S. R. P. Q.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

797-2

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

Québec, 21 janvier 1902.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette chambre, après le vingt-septième jour de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le sixième jour de mars prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le treizième jour du dit mois de mars.

L. G. DESJARDINS

421-5 Greffier de l'Assemblée Législative.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS  
DU CONSEIL LÉGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

63.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ;

202, 207, 210, 211, 212, 217, 241, 242, 243, and to annex them, for school purposes, to the municipalit of St-Armand West, Missisquoi, for catholics only.

This annexation, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July next, 1902.

924

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township Neigette.*

Lot 21, of 2nd range, to Emile Heppel.

*Township Escoumains.*

1st range.

Lot 5, to Frs Boissonneault.

Lot 6, to Anicette Boissonneault.

E. E. TACHE,

Deputy minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.

Quebec, 1st March, 1902.

928

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 15th February, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Robert Bennett Hutcheson, esquire, notary public, of the town of Westmount, and practising in the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of John Helder Isaacson, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code. Article 3685 R. S. P. Q.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary

798

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 21st January, 1902.

Notice is hereby given, that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill, shall be received by the House, after the twenty-seventh day of February next, that no private bill shall be introduced after the sixth day of March next, that no report of any standing or select committees upon a private bill shall be received after the thirteenth day of said month of March.

L. G. DESJARDINS,

422 Clerk of the Legislative Assembly.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53. -All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other

Incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quel que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent cinquante piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent une passation deront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des clercs en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ou-

municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the copies in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the

verture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

31

LOUIS FRECHETTE,  
G. C. L.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un navire, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rattachement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le comté concerné; et si l'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer

opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

32

LOUIS FRECHETTE  
C. L. G.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Trunk pike, Road, Telegraph or Telephone construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or a newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the pre-

es péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Les sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

“ Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. ”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

ceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment any existing Act, shall deposit with the Clerks of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

33

## Demandes à la Législature

### AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ayant pour objet de lui conférer certains pouvoirs additionnels, et d'amender la loi des compagnies d'assurances mutuelles en ce qui concerne : le quorum de ses directeurs ; la limitation de ses polices, et leur annulation en certains cas ; la publication de ses avis de cotisations ; la réponse des directeurs dans les cas d'incendie ; le contenu du rapport annuel à être fait au gouvernement, ainsi que la taxe spéciale imposée par la cité de Montréal sur les compagnies d'assurance contre l'incendie, faisant affaires et prenant des risques dans la cité ; et autres objets parmi lesquels seront le droit de tenir un département d'assurance sur la vie et changer le nom de la compagnie en rapport avec sa nouvelle raison d'être.

J. H. JOANETTE,  
Procureur de la requérante.  
Montréal, 5 février 1902. 671-3

Avis public est par les présentes donné, que Joseph Napoléon Landry, de la cité de Saint Henri, comté d'Hochelaga, médecin, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,  
Avocats du requérant.  
Montréal, 3 février 1902. 645.4

Avis public est par les présentes donné que les légataires de feu l'honorable Jean Louis Beaudry, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi définissant leurs droits en vertu du testament du dit l'honorable Jean Louis Beaudry, leur accordant le pouvoir d'hypothéquer et aliéner certains immeubles de la succession et de régler les réclamations et soultes dues à certains légataires, et pour mettre fin à l'administration des exécuteurs testamentaires et leur en accorder décharge.

LAJOIE & LACOSTE,  
Avocats des requérants.  
Montréal, 28 janvier 1902. 579-5

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

34

## Applications to the Legislature

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, du Canada" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act to confer certain additional powers and to amend the mutual fire insurance companies law in what it refer to: the quorum of its directors ; the limitation of its policies and their cancellation in certain cases ; the publication of its assessments notices ; the directors answer in case of fire ; the content of the annual report to be made to the government ; the special tax imposed by the city of Montreal on the fire assurance companies doing business and taking risks in the city, and other objects among which will be right to keep a department of life assurance and to change the company's name according to its new *raison d'être*.

J. H. JOANETTE,  
Attorney for Applicants  
Montreal, 5th February, 1902. 672

Public notice is hereby given that Joseph Napoléon Landry, of the city of Saint Henri, county of Hochelaga, physician, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit him amongst its members, and to grant him a license to practise as physician and surgeon in this province.

ROBILLARD, RIVET & LANCTOT,  
Attorneys for petitioner.  
Montreal, 3rd February, 1902. 646

Public notice is hereby given that the legatees of the late the honorable Jean Louis Beaudry, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill, defining their rights by virtue of the will of the said honorable Jean Louis Beaudry, granting them the power to hypothecate and alienate certain immoveable property of the estate and to settle the claims and balances due to some of the legatees, and to bring to an end the administration of the testamentary executors and grant them a discharge.

LAJOIE & LACOSTE,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 28th January, 1902. 580

Avis est par les présentes donné que Roch Moïse Samuel Mignault, médecin, de Saint-Michel d'Yamaska, Jules Allard, avocat, Oscar Gladu, notaire, Elisée Courchesne, registrateur, de Saint-François du Lac, Adolphe Laperrière, fils, marchand, de Saint-Thomas de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, négociant, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturier, Charles Omer Paradis, négociant, Charles John Campbell Würtele, avocat, Cyrille Labelle, bourgeois, Louis Sigebert Robitaille, négociant, Jean François Régis Latraverse, médecin, Gustave Hardy, négociant, Bruno Leclair, contracteur, Jean Baptiste Arthur Falardeau, négociant, Jean François Félix Boulais, banquier, de Sorel, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Sorel," et leur octroyant une charte pour acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir et exploiter, dans les comtés de Verchères, Richelieu, Yamaska et Nicolet, des lignes et systèmes électriques pour la production de la lumière, de la chaleur et de la force motrice et toute autre source de lumière, de chaleur et de force et toutes autres industries se rattachant aux diverses applications de l'électricité ou en résultant, des moulins et usines pour le sciage et la préparation du bois, la fabrication de la pulpe, et des moulins à farine; à ces fins, utiliser les pouvoirs hydrauliques situés sur la rivière Saint-François entre et y compris la paroisse de Saint-Joachim et le village de la paroisse de Saint-François du Lac; acquérir et posséder tous pouvoirs hydrauliques, faire tous travaux nécessaires pour fournir la lumière, la chaleur et la force motrice aux cités, villes, villages et paroisses, et aux établissements industriels se trouvant dans les dits comtés; acquérir et posséder tous terrains, et les exproprier si besoin, nécessaires pour construire chaussées, ateliers, usines, etc., avec tous les droits, pouvoirs et privilèges nécessaires aux dits fins.

JULES ALLARD,

Procureur des requérants.

Saint-François du Lac, 24 janvier 1902. 721-3

Avis public est par les présentes donné que je m'adresserai à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à m'admettre au nombre de ses membres, et à m'accorder une licence pour pratiquer comme médecin et chirurgien dans cette province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.

Montréal, 11 février 1902. 731-3

Avis est par le présent donné que "The Liverpool and London and Globe Insurance Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte concernant la dite compagnie, 45 Victoria, chapitre 64, en donnant à la dite compagnie plein pouvoir de tenir et posséder des immeubles pour les fins de ses affaires et pour les louer, et pour corriger certaines erreurs dans la rédaction du dit acte.

CRAMP & EWING,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 1er février 1902. 625.4

Avis public est par les présentes donné qu'il sera demandé à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte incorporant la "Société d'Administration Générale", et conférant à cette compagnie les pouvoirs d'exécuter des fidéicommiss, d'administrer des successions ou autres biens, de recevoir des dépôts, d'agir comme agents financiers généraux, exécuteurs, gardiens et liquidateurs.

ALBERT DELORIMIER,

Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1902. 679.4

Notice is hereby given that Roch Moïse Samuel Mignault, physician, of Saint Michel d'Yamaska, Jules Allard, advocate, Oscar Gladu, notary, Elisée Courchesne, registrar, of Saint François du Lac, Adolphe Laperrière, jnr, merchant, of Saint Thomas de Pierreville, Louis Téléphore Trempe, trader, Arthur Edmond Pontbriand, manufacturer, Charles Omer Paradis, trader, Charles John Campbell Würtele, advocate, Cyrille Labelle, burgess, Louis Sigebert Robitaille, trader, Jean François Régis Latraverse, physician, Gustave Hardy, trader, Bruno Leclair, contractor, Jean Baptiste Arthur Falardeau, trader, Jean François Félix Boulais, banker, of Sorel, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining the passing of an act incorporating them and all such others as may join them, under the name of the "Sorel Electric Company", and granting them a charter for the purpose of acquiring, erecting, building, extending, maintaining and operating in the counties of Verchères, Richelieu, Yamaska and Nicolet, electric lines and systems for producing light, heat and motive power and for all other industries connected with the various cases to which electricity may be applied or resulting therefrom, mills and workshops for sawing and preparing lumber and manufacturing pulp and also grist mills, authorizing them for such purpose to make use of the water powers on the Saint Francis river between and including the parish of Saint Joachim and the village of the parish of Saint François du Lac; to acquire and own all water-powers, to do all the necessary works for employing light, heat and motive power to cities, towns, villages and parishes and to industrial establishments in the aforesaid counties; to acquire and own all lands and expropriate the same when necessary for building dams, workshops factories, &c., with all the rights, powers and privileges necessary to the said purposes.

JULES ALLARD,

Solicitor for applicants.

Saint François du Lac, 24th January, 1902. 722

Public notice is hereby given that I will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to authorize the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to admit me amongst its members, and to grant me a license to practise as physician and surgeon in this province.

WILLIAM CHARLES MILLS, M. D.

Montreal, 11th February, 1902. 732

Notice is hereby given that The Liverpool and London and Globe Insurance Company will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend the act relating to said company, 45 Victoria, chapter 64, by giving said company full power to hold and possess real estate for the purposes of its business and for rental, and to correct certain errors in the wording of said act.

CRAMP & EWING,

Solicitors for applicants.

Montreal, 1st February, 1902. 626

Public notice is hereby given that application will be made at the next session, of the Legislature of Quebec, for the passing of an act to incorporate the "Société d'Administration Générale," with power to execute trusts, administer estates or other property, receive deposits, act as general financial agents, as executors, gardiens and liquidators.

ALBERT DELORIMIER,

Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1902. 680

Avis est par le présent donné que l'Union Mutuelle Universelle, de la cité de Hull, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes : constituer un capital de garantie, payer des profits aux membres, souscripteurs et assurés, payer des rentes viagères aux membres, souscripteurs et assurés, ainsi qu'à leurs bénéficiaires, et pour autres fins.

H. A. FORTIER,  
Procureur de la requérante.  
Hull, 28 janvier 1902. 561-4

Avis est par le présent donné que "The Montreal Terminal Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier, confirmer et étendre ses droits, pouvoirs et privilèges conférés par statuts de construire et mettre en opération son chemin de fer électrique dans la cité de Montréal et dans les municipalités voisines.

J. P. MULLARKEY,  
Secrétaire.  
Montréal, 29 janvier 1902. 581-4

Avis public est par le présent donné que Henri Emile Anatole Menier, du No 8, rue Alfred de Vigny, Paris, France, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de séparer l'Île d'Anticosti du comté du Saguenay, pour les fins municipales.

G. F. GIBSONE,  
Procureur du requérant.  
Québec, 20 janvier 1902. 589-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Bartholomew Robert, de la ville de Beauharnois, meunier; William Henry Robert, de la ville de Beauharnois, meunier; Edward Black Greenshields, de la cité de Montréal, marchand; Edward Charles Barry Featherstonhaugh, du même lieu, marchand, et Charles James Fleet, du même lieu, avocat, pour obtenir un acte les incorporant et toutes autres personnes qui peuvent s'associer avec eux à l'avenir, comme compagnie à fonds social, sous le nom de "The Beauharnois Light, Heat and Power Company," dans le but de, dans et près des ville et district de Beauharnois, acquérir, produire, employer et vendre l'éclairage, le chauffage et pouvoir, avec pouvoir d'acquérir par achat, bail ou autrement les pouvoirs d'eau, propriété, affaires, privilèges et contrats maintenant possédés ou mis en opération par le dit J. B. Robert ou autres, possédant, louant et mettant en opération des moulins, manufactures et autres travaux et matériel, émettre du stock ordinaire ou préférentiel, et obligations hypothécaires, et de faire tous contrats, et exercer tels autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires ou utiles pour aucune des susdites fins ou objets semblables, y compris le pouvoir d'exproprier.

FLEET, FALCONER & COOK,  
Solliciteurs des requérants.  
Beauharnois, 29 janvier 1902. 571-4

La Compagnie de Téléphone de Montmorency, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi amendement sa charte, changeant son nom en celui de "La Compagnie de Téléphone Provinciale," augmentant son capital à \$300,000.00, lui permettant d'étendre son réseau téléphonique dans la cité de Québec et ses environs, de construire et opérer des conduits souterrains, de mieux définir et d'étendre ses pouvoirs et pour autres fins.

ROY & CANNON,  
Avocats de la requérante.  
599-4

Notice is hereby given that "L'Union Mutuelle Universelle", of the city of Hull, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the following purposes: to establish a guarantee capital, pay profits to its members, subscribers and parties insured, pay life-rents to the members, subscribers and parties insured, as well as to their beneficiaries, and for other purposes.

H. A. FORTIER,  
Attorney for petitioner.  
Hull, 28th January, 1902. 562

Notice is hereby given that The Montreal Terminal Railway Company will make application to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to ratify, confirm and extend its statutory and conferred rights, powers and privileges to construct and operate its electric railway in the city of Montreal and adjoining municipalities.

J. P. MULLARKEY,  
Secretary.  
Montreal, 29th January, 1902. 582

Public notice is hereby given by Henri Emile Anatole Menier, of No. 8, rue Alfred de Vigny, Paris, France, that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, he will apply for the adoption of a bill to separate, for municipal purposes, the Island of Anticosti from the county of Saguenay.

G. F. GIBSONE,  
Attorney for applicant.  
Québec, 20th January, 1902. 590

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Joseph Bartholomew Robert, of the town of Beauharnois, miller; William Henry Robert, of the town of Beauharnois, miller; Edward Black Greenshields, of the city of Montreal, merchant; Edward Charles Barry Featherstonhaugh, of the same place, merchant, and Charles James Fleet, of the same place, advocate, for an act incorporating them and all others who may hereafter associate themselves with them, as a joint stock company, under the name of The Beauharnois Light, Heat and Power Company, for the purpose of, in and near the town and district of Beauharnois, acquiring, producing, using and selling light, heat and power, with power to acquire by purchase, lease, or otherwise the water power, property, business, franchises and contracts now owned or operated by the said J. B. Robert or others, owning leasing and operating mills, factories and other works and plant, to issue stock common or preferred, and mortgage bonds, and to enter into such contracts, and exercise such further powers as may be necessary or useful for any of the foregoing or similar purposes, including the power to expropriate.

FLEET, FALCONER & COOK,  
Solicitors for applicants.  
Beauharnois, 29th January, 1902. 572

Public notice is hereby given that the "Compagnie de Téléphone de Montmorency" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for a bill to amend its charter, change its name into "La Compagnie de Téléphone Provinciale," to increase its capital to \$300,000.00, to allow it to extend its telephone line within the city of Quebec and its suburbs, as well as to better define and extend its powers and for other purposes.

ROY & CANNON,  
Solicitors for applicants.  
600

Avis public est par le présent donné que Joseph Germano, des cité et district de Montréal, clerc de notaire, 20, rue Saint-Jacques, Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à exercer la pratique du notariat en cette province, sans examen.

Montreal, 28 janvier 1902.

533-5

AVIS.

Avis est par le présent donné que La cité de Hull, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendant son acte d'incorporation, pour entra'autres objets, les suivants :

1° Pour définir les pouvoirs de la cité et de son conseil, concernant les emprunts par voie d'émission de débentures, et notamment ceux concernant les améliorations locales ou spéciales, et ratifier certaines débentures déjà émises mais non encore négociées, et autres matières s'y rapportant.

2° Pour mieux définir les cas dans lesquels les règlements du conseil seront soumis aux contribuables, et ceux où le dit conseil pourra procéder par règlement ou par résolution.

3° Pour modifier le système actuellement en vigueur concernant les améliorations locales.

4° Pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité, concernant l'élection du maire et des échevins.

FORAN & CHAMPAGNE,

Avocats de la cité.

Hull, 28 janvier 1902.

575 5

Avis est par les présentes donné que Alfred Collyer, agent, Montréal; William J. Remick, banquier, New-York; Richard D. Wyckoff, banquier, New-York; Cléophas Blouin, manufacturier, Lévis; Joseph Paquet, contracteur, Lévis; Philippe Édouard Bourassa, commis, Lévis; Georges U. Holman, ingénieur, Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui s'adjoindront à eux, sous le nom de "The Levis County Railway Company", et leur octroyer une charte pour ériger, construire et exploiter dans les limites du comté de Lévis, et les comtés avoisinants, un système de tramways ou chemins de fer électrique dans le dit comté, et tous les pouvoirs quelconques, droits et privilèges nécessaires pour les dites fins.

DROUIN, PELLETIER  
& BAILLARGEON,

Procureurs des requérants.

555.5

AVIS.

Avis public est par les présentes donné par la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et étendant ses pouvoirs et autorisant ses directeurs à emprunter sur le crédit de la compagnie, et à émettre des bons, débentures et obligations pour une somme n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres, et pour autres fins.

ROY & CANNON,

Procureurs de la requérante.

Chicoutimi, 25 janvier 1902.

553-5

Avis public est par le présent donné que la corporation du conseil du comté de Lévis s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, ayant pour effet d'inclure le comté de Lotbinière et la ville de Lévis, parmi les municipalités chargées de l'entretien du pont Garneau, situé sur la rivière Chaudière dans le comté de Lévis.

MICHEL ROBERGE,

Sec.-trés. du conseil du comté de Lévis.

Saint-Jean Chrysostôme, 28 janvier 1902.

563-5

Public notice is hereby given that Joseph Germano, of the city and district of Montreal, notary's clerk, No. 20, Saint James street, Montreal, will apply to the Quebec Legislature, as its next session, to obtain an act authorizing him to practise the notarial profession in this province, without examination.

Montreal, 28th January, 1902.

534

NOTICE.

Notice is hereby given that The City of Hull, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its act of incorporation, for amongst other objects, the following :

1. To define the powers of the city and of its council, concerning loans by the issue of bonds or debentures, and those concerning local or special improvements, and to ratify certain debentures already issued but not yet disposed of, and other matters relating thereto.

2. To better define the cases where the by laws of the council shall be submitted to the rate payers, and those where the said council may proceed by by-law or by resolution.

3. To modify the system now in force concerning local improvements.

4. To amend the clauses of the act of incorporation of the city, concerning the election of the mayor and of the Aldermen.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for the city.

Hull, 28th January, 1902.

576

Notice is hereby given that Alfred Collyer, agent, Montreal; William J. Remick, banker, New York; Richard D. Wyckoff, banker, New York; Cléophas Blouin, manufacturer, Lévis; Joseph Paquette, contractor, Lévis; Philippe Édouard Bourassa, clerk, Lévis; Georges U. Holman, engineer, Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them and these who will become associated with them, by the name of "The Levis County Railway Company," and to grant them a charter to erect, build and work within the limits of the county of Lévis, and the adjoining counties a system of tramways and electric railways, in the said county, and all powers whatsoever privileges and rights necessary for the said purposes.

DROUIN, PELLETIER  
& BAILLARGEON,

Attorneys for petitioners.

556

NOTICE.

Public notice is hereby given that the Chicoutimi Pulp Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act ratifying and extending its powers and authorizing its directors to borrow on the credit of the company, and to issue bonds and debentures for an amount of not more than four hundred and fifty thousand dollars, and for other purposes.

ROY & CANNON,

Solicitors for applicant.

Chicoutimi, 25 January, 1902.

554

Public notice is hereby given that the corporation of the council of the county of Lévis will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of a Bill for the purpose of including the county of Lotbinière and the town of Lévis, in the municipalities liable for keeping in order the Garneau bridge, situated on the river Chaudière, in the county of Lévis.

MICHEL ROBERGE,

Sec.-treas. council of the county of Lévis.

Saint Jean Chrysostome, 28th January, 1902.

564

Avis public est par le présent donné que "The Shawinigan Water and Power Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la compagnie dans les buts suivants :

1° Pour autoriser la compagnie à construire ses travaux et écluses soit sur l'une ou l'autre ou les deux rives de la rivière Saint-Maurice.

2° Pour entrer sur les chemins publics et places publiques pour y construire et maintenir ses lignes, poteaux pour fils métalliques, conduits, tuyaux et autres appareils.

3° Pour ratifier l'émission du stock payé.

4° Les formalités devant être faites avant la construction d'aucun de ses travaux.

5° L'inspection des dits travaux et appareils.

6° L'expropriation des terres requises pour ses opérations.

7° Les endroits dans lesquels elle peut conduire l'électricité et pour d'autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 février 1902.

703-4

Public notice is hereby given that the Shawinigan Water and Power Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the company's charter in the following respects :

1. To enable the company to construct its works and dams on either or both banks of the river Saint Maurice.

2. To enter upon highways and public places for constructing and maintaining thereon its lines, wires poles, conduits, pipes and other appliances.

3. To ratify the issue of paid up stock.

4. The formalities to be carried out previous to the construction of any of its works.

5. The inspection of said works and appliances.

6. The expropriation of lands required for its operations.

7. The localities in which it may conduct electricity and for other purposes.

GREENSHIELDS; GREENSHIELDS  
& HENEKER

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th February, 1902.

704

### Avis Divers

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Premièrement.—Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Charles A. Bull Produce Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

Cinquièmement.—Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

Sixièmement.—Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Irving Knight, de Hatley Est, province de Québec, marchand général ; Aaron Bull, de Farnham Est, dans la province de Québec, gentilhomme ; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits ; Demoiselle Annie Allison Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure ; Roswell Corse Fisher, de la cité de Montréal, gentilhomme ; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie. Tous les dits directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 26 février 1902.

945.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand sceau :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie de laiterie Saint-Laurent."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : faire le commerce des écrémeuses.

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments" thereto, for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned.

First.—The corporate name of the proposed company is "The Charles A. Bull Produce Company."

Second.—The object for which the incorporation is sought, is the purchase and sale of butter, cheese, eggs and general agricultural produce.

Third.—The chief place of business of the said company is the city of Montreal.

Fourth.—The capital stock of the said company is fifty thousand dollars.

Fifth.—The number of shares is five hundred, and the amount of each share is one hundred dollars.

Sixth.—The names in full and the address and callings of the applicants are as follows : Charles Irving Knight, of East Hatley, province of Quebec, general merchant ; Aaron Bull, of East Farnham, in the province of Quebec, gentleman ; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant ; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster ; Roswell Corse Fisher, of the city of Montreal, gentleman ; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; of which the first three are to be the first directors of the said company. All the said directors reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 26th February, 1902.

946

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the great seal :

1. The corporate name of the projected company will be "La Compagnie de laiterie Saint-Laurent."

2. The objects for which the incorporation is sought are : to deal in centrifugal creamers, butter

centrifuges, des boîtes à beurre et à fromage, et de toutes les machineries, instruments, appareils, gréments et fournitures servant à la fabrication du beurre, du fromage et des autres produits du lait; manufacturer les dites écrémeuses - centrifuges, machineries, instruments, appareils, gréments, fournitures ou parties d'icelles; fabriquer le beurre, le fromage ou tous autres produits appartenant ou dérivant de l'industrie laitière, et en faire commerce; et pour toutes les fins ci-dessus, ou pour quelques-unes d'entre elles, acquérir, posséder, vendre, échanger, hypothéquer des immeubles dans les limites de cette province, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie, sera à Saint-Prospér, dans le comté de Champlain, province de Québec.

4° Le fonds social sera de cinquante mille dollars, divisé en cinq cents parts de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont: Alfred Trudel, cultivateur; Joseph Tancrede Trudel, cultivateur; François Xavier Ovide Trudel, inspecteur; Dollard Trudel, cultivateur, tous de Saint-Prospér, dans le comté de Champlain, et Auguste Trudel, inspecteur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, dans le comté de Champlain.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidants en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

Daté à Montréal, ce douzième jour de février mil neuf cent deux.

HENRI TRUDEL,  
Procureur des requérants.

755-3

Avis est donné que dans le cours du mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, à l'effet d'incorporer les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes:

1° Le nom proposé de la compagnie projetée est "Amiot, Lecours & Larivière Incorporée" ou "Amiot, Lecours & Larivière Incorporated."

2° L'objet pour lequel cette charte est demandée, est le commerce et la fabrication de tous articles de ferronnerie, plomberie, quincaillerie, peinture, matériel de constructions, métaux de toute espèce fabriqués ou non fabriqués, et aussi toute autre industrie de même nature et se rattachant au même commerce, avec pouvoir d'acquérir par achat, bail ou autrement, toutes propriétés et tous outillages jugés nécessaires pour l'exploitation de l'entreprise.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera en cité de Montréal.

4° Le chiffre projeté du capital de la compagnie est de cent quatre-vingt-dix mille dollars (\$190,000.00.)

5° Le nombre des actions sera de 1900, au montant de \$100.00 chacune.

6° Le nom, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit: Albert Amiot, Ernest Lecours, Frédéric Clément dit Larivière, tous trois marchands, Joseph Edouard Charbonneau, comptable, John G. Nelson, voyageur de commerce, John Goodman, voyageur de commerce, et François Xavier Desrivères, commis, tous sujets britanniques de la cité de Montréal, dont les trois premiers savoir: Albert Amiot, Ernest Lecours et Frédéric Clément dit Larivière sont les premiers directeurs de la dite compagnie.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
Avocats des requérants.

Montréal, 11 février 1902.

799-2

and cheese boxes, and all sorts of machinery, instruments, apparatus, gear and furnishings used in making butter, cheese and other products from milk; to manufacture the said centrifugal creamers, machinery, apparatus, gear and furnishings or parts thereof; to make butter, cheese or any other product belonging to or made from the dairy industrie, and to trade therein; and for all the above purposes, or for some of them, to acquire, own, sell, exchange, hypothecate immovables within the limits of this province, and to do any thing connected with the objects of the company.

3. The company chief place of business will be at Saint Prosper, in the county of Champlain, province of Quebec.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are: Alfred Trudel, farmer; Joseph Tancrede Trudel, farmer; François-Xavier Ovide Trudel, inspector; Dollard Trudel, farmer, all of Saint Prosper, in the county of Champlain, and Auguste Trudel, inspector, of the parish of Sainte Geneviève, in the county of Champlain.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty and residing in Canada, will be the first directors of the company.

Dated at Montreal, this twelfth day of February, one thousand nine hundred and two.

HENRI TRUDEL,  
Attorney for petitioners.

756

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette* application, will be made to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," Revised Statutes of the province of Quebec, section 4694 and following, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes herein-after mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is "Amiot, Lecours & Larivière Incorporée" or "Amiot, Lecours & Larivière Incorporated."

2. The purposes within the purview of the act, for which the incorporation is sought, are the trade and manufacture of hardware goods, plumbers' and steamfitters' supplies, oils, paints, contractors' furnishings, metals of all sorts, and other kindred material either raw or manufactured, and all branches of trade and industry connected therewith with power to buy or lease all real estate and machinery which may be necessary for said trade and manufacture.

3. The chief place of business of the said company is to be the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is one hundred ninety thousand dollars (\$190,000.00).

5. The number of shares is to be nineteen hundred, and the amount of each share is to be of the value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows: Albert Amiot, Ernest Lecours, Frédéric Clément dit Larivière, all three merchants, Joseph Edouard Charbonneau, accountant, John G. Nelson, commercial traveler, John Goodman, commercial traveler, and François Xavier Desrivères, clerk, all of the city and district of Montreal, of which Albert Amiot, Ernest Lecours and Frédéric Clément dit Larivière are to be the first or provisional directors of the said company.

CHARBONNEAU & PELLETIER,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 11th February, 1902.

800

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Opera House Company, Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de construire, posséder, mettre en opération et maintenir un opéra dans la cité de Québec, le louer à prix fixe ou pour un pourcentage des profits, ou autrement, avec pleins droits de tenir des divertissements de toute sorte, opéras, théâtres, jeux, concerts, lectures, assemblées, etc., etc. ; construire, posséder, meubler, mettre en opération, maintenir, conduire ou louer un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs sous licence ; aussi le droit d'acheter, vendre ou louer la propriété qui peut ci-après être requise pour autres restaurants ou affaires en rapport avec le dit restaurant ou opéra.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$100,000.

5° Le nombre d'actions sera de mille de la valeur au pair de \$100.00, divisé comme suit : 750 actions de 6%, de stock préférentiel cumulé, et 250 actions de stock ordinaire.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Honorable John Sharples, marchand ; Honorable Némèse Garneau, marchand ; Victor Châteauevert, marchand ; Harold Kennedy, marchand, et George Tanguay, marchand, tous de la dite cité de Québec, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

7° Les dits John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy et Georges Tanguay seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

ROY & CANNON,  
Soliciteurs des requérants.

Québec, 18 février 1902. 815-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Boas Felsen Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer, vendre et faire le commerce de manteaux, mantes, blouses, jupes, habits complets de dames et en général toute sorte de vêtements de dames, et de posséder des terrains, machines, matériaux et outils nécessaires aux susdites fins.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dit district.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Aaron Bendix Boas, marchand ; Morres Felsen, marchand ; Melvin Henry Davis ; Bernard Boas, commis, et Bendix Aaron Boas, gentilhomme, tous des cité et district de Montréal, lesquels dits Aaron Bendix Boas, Morres Felsen et Bendix Aaron Boas seront les premiers directeur ou directeurs provisoires.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Opera House Company, Limited."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to build, own, carry on, operate and maintain an opera house in the city of Quebec, to lease at a fixed rental, or for a percentage of the profits, or otherwise, with full rights to provide entertainments of all sorts, operas, theatricals, plays, concerts, lectures, meetings, &c., &c. ; to build, own, equip, operate, maintain, carry on or lease a restaurant and all business connected therewith, including the right to sell liquors under license ; also the right to buy, sell or lease property which may hereinafter be required for branch restaurants or business in connection with such restaurant or opera.

3. The head office of the said company will be in the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$100,000.

5. The number of shares is to be one thousand of the par value of \$100.00, divided as follows : 750 shares of 6% cumulative preference stock, and 250 shares of common stock.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Honorable John Sharples, merchant ; Honorable Némèse Garneau, merchant ; Victor Châteauevert, merchant ; Harold Kennedy, merchant, and George Tanguay, merchant, all of the said city of Quebec, all of which residents of Canada and subjects of His Majesty.

7. The said John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy and Georges Tanguay shall be the first or provisional directors of the said company.

ROY & CANNON,  
Solicitors for applicants.

Quebec, 18th February, 1902. 816

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council of the province of Quebec, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the joint companies act of the province of Quebec.

1. The proposed name of the company is to be "The Boas Felsen Company".

2. The purposes for which incorporation is sought, are: to manufacture, sell and deal in ladies mantels, cloaks, blouses, shirts, suits, and generally all kinds of ladies wear, and to own and possess premises, machinery, plant and tools necessary for the same.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, said district.

4. The amount of capital stock of the said company shall be twenty five thousand (\$25,000.00) dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Aaron Bendix Boas, merchant ; Morres Felsen, merchant ; Melvin Henry Davis ; Bernard Boas, clerk, and Bendix Aaron Boas, gentleman, all of the city and district of Montreal, of whom the first or provisional directors shall be Aaron Bendix Boas, Morres Felsen and Bendix Aaron Boas.

Tous les requérants sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté le Roi.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 11 février 1902. 759-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Journal of Commerce Company".

2° Les objets en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont de faire les affaires comme propriétaires et éditeurs de feuilles périodiques, journaux, revues, livres et autres travaux et entreprises littéraires et spécialement de prendre la publication connue comme "Canadian Journal of Commerce, Finance and Insurance Review", ensemble avec toutes les affaires faites maintenant ou en rapport avec icelle, y compris la clientèle et tout l'actif et passif d'icelle, aussi de faire les affaires d'imprimeurs, relieurs, éditeurs, libraires, photographes, imprimeurs de photographes, clichés, ouvriers électrotypiques, lithographes, graveurs et agents d'annonces.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$150,000.

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents et le montant de chaque action sera de \$100.00.

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Michael Sylvester Foley, journaliste ; Edmund William Macdougall Foley, assistant-gérant ; Dante Francis Foley, journaliste ; Margaret Ann Jane Macdougall, épouse séparée de biens du dit Michael Sylvester Foley, et Henri Gerin Lajoie, avocat, tous des cité et district de Montréal. Les dits M. S. Foley, E. W. M. Foley et D. F. Foley seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite Compagnie.

LAJOIE & LACOSTE,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 5 février 1902. 377-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Chapman-Dart Company, Limited."

2° Les objets, conformément aux dispositions de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont de prendre les affaires de la société commerciale de Dart & Chapman, faisant ci-devant affaires dans la cité de Montréal, et de faire les affaires comme manufacturiers et commerçants de drogues, articles et fournitures de droguistes et de médecins.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de vingt mille piastre (\$20,000.00).

All of the said applicants are resident in Canada, and are subjects of His Majesty the King.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 11th February, 1902. 760

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' incorporation act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "Journal of Commerce Company."

2. The purpose within the purview of the act, for which incorporation is sought, are to carry on business as proprietors and publishers of newspapers, journals, magazines, books and other literary works and undertakings, and especially to take over the publication known as the "Canadian Journal of Commerce, Finance and Insurance Review," together with all the business now carried on in connection therewith, including the goodwill and all the assets and liabilities of said business, also to carry on business as printers, bookbinders, book-printers, stationers, photographers, photographic printers, stereotypers, electrotypers, lithographers, engravers and advertising agents.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is \$150,000.

5. The number of shares are to be fifteen hundred and the amount of each share is to be of the value of \$100.00.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Michael Sylvester Foley, journalist ; Edmund William Macdougall Foley, assistant manager ; Dante Francis Foley, journalist ; Margaret Ann Jane Macdougall, wife separate as to property of the said Michael Sylvester Foley, and Henri Gerin Lajoie, advocate ; all of the city and district of Montreal, of whom the said M. S. Foley, E. W. M. Foley and D. F. Foley are to be the first or provisional directors of the said company.

LAJOIE & LACOSTE,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 5th February, 1902. 678

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patents, under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Chapman-Dart Company, Limited."

2. The purposes, within the provisions of the act, for which incorporation is sought, are to take over the business of the commercial firm of Dart & Chapman, heretofore trading at the city of Montreal, and to carry on business as manufacturers of and dealers in drugs, druggist's and physician's sundries and supplies.

3. The head office of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

5° Le nombre d'actions sera deux cents de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Fraser Chapman, de la cité de Montréal, marchand ; Henry James Dart, de la cité de Montréal, marchand ; John Henry Chapman, de la cité de Montréal, marchand ; May Elmina Albee, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens du dit Fraser Chapman et Jacob Dewitt, de la cité de Montréal, étudiant.

7° Les dits Fraser Chapman, Henry James Dart et John Henry Chapman seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

BLAIR & LAVERTY,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 3 février 1902. 647.4

#### AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que les sous-signés, George P. Mathewman, dentiste ; Ernest Edmond Bérubé, commerçant ; Frank S. Mattman, fabricant de bière ; Fred A. Heney, propriétaire d'immeubles, tous de la cité d'Ottawa ; Pierre H. Durocher, épiciier ; F. Albert Labelle, notaire public ; Joseph Caron, marchand ; Hector E. Laflamme, agent d'assurance, et Pelmont Latrémouille, conducteur de voiture, tous de la cité de Hull, s'adresseront, par requête à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le grand sceau octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "The Hull Brewing and Malting Company, Limited."

Elle aura pour objet la fabrication, vente et achat de bière (malt, beer, ale, lager beer, porter, etc., etc.,) et accessoires s'y rapportant.

Le principal siège de ses affaires sera en la cité de Hull.

Le chiffre de son fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront Fred. A. Heney, propriétaire d'immeubles ; Geo. P. Mathewman, dentiste ; Edwin Stratford, gentilhomme ; William H. Brunel, ingénieur civil, tous de la cité d'Ottawa ; Ferdinand Barrette, marchand ; Pierre H. Durocher, épiciier, et Ferdinand A. Gendron, agent des terres de la Couronne, tous de la cité de Hull.

Daté à Hull, P. Q., ce dixième jour de février 1902.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,  
849-2 Pour les requérants.

Province de Québec, }  
District de Bedford. } Cour Supérieure.

Dame Sophronie Delorme, du village de Granby, dit district, épouse de Jérémie Bachand, fils, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jérémie Bachand, fils, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 19 février 1902.

M. MAILHOT,  
Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 19 février 1902. 913

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } Cour Supérieure.

Dame Marie Louise Turner, de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, épouse de François-Xavier Descheneaux, commerçant, du même lieu,

5. The number of shares is to be two hundred shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Fraser Chapman, of the city of Montreal, merchant ; Henry James Dart, of the city of Montreal, merchant ; John Henry Chapman, of the city of Montreal, merchant ; May Elmina Albee, of the city of Montreal, wife separate as to property of the said Fraser Chapman and Jacob Dewitt, of the city of Montreal, student.

7. The said Fraser Chapman, Henry James Dart and John Henry Chapman shall be the first provisional directors of the said company, all of whom are residents of Canada and subjects of His Majesty.

BLAIR & LAVERTY,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 3rd February, 1902. 648

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that George P. Mathewman, dentist ; Ernest Edmond Bérubé, trader ; Frank S. Mattman, brewer ; Fred A. Heney, real estate proprietor, all of the city of Ottawa ; Pierre H. Durocher, grocer ; F. Albert Labelle, notary public ; Jos. Caron, merchant ; Hector E. Laflamme, insurance agent, and Pelmont Latrémouille, driver, all of the city of Hull, will apply, by a petition to His Honor the Lieutenant-Governor, for letters patent under the great seal, granting a charter constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in their projected company, a body politic and incorporated.

The corporate name of said company shall be "The Hull Brewing and Malting Company, Limited."

Its object shall be the manufacturing, selling and purchasing of malt, beer, ale, lager beer, porter, &c., &c., &c., and the accessories for the same.

Its principal place of business shall be at the city of Hull.

The amount of its capital stock shall be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The first directors of the company shall be Fred. A. Heney, real estate proprietor ; George P. Mathewman, dentist ; Edwin Stratford, gentleman ; William H. Brunel, civil engineer, all of the city of Ottawa ; Ferdinand Barrette, merchant ; Pierre H. Durocher, grocer, and Ferdinand A. Gendron, Crown Lands agent, all of the city of Hull.

Dated at Hull, P. Q., this tenth day of February, 1902.

F. ALBERT LABELLE, N. P.,  
850 For petitioners.

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } Superior Court.

Dame Sophronie Delorme, of the village of Granby, said district, wife of Jeremi Bachand, junior, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jeremi Bachand, junior, Defendant.

An action in separation of property has been instituted the 19th of February instant.

M. MAILHOT,  
Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 19th February, 1902. 914

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } Superior Court.

Dme Marie Louse Turner, of the parish of Notre Dame de Pierreville, wife of François Xavier Descheneaux, of the same place, trader, has, this

a. ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,  
Procureur de la demanderesse.  
Sorel, 25 janvier 1902. 551-5

Province de Québec, }  
District de Beauce. } Cour Supérieure.  
No 3316.

Dame Amélia Groleau, de Saint Honoré de Shenley, épouse de Arthur Demers, industriel, domicilié dans la dite paroisse de Saint-Honoré de Shenley, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Demers, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 janvier 1902.

VIDAL & MARTINEAU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Joseph Beauce, 10 février 1902. 801.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
Dame Marie Louise Rosina Savaria, de la paroisse de Boucherville, district de Montréal, épouse commune en biens de Anastas Aubertin, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Anastas Aubertin, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse, contre le défendeur.

J. H. DAVID,  
Avocat de la demanderesse.  
15, Saint-Jacques,  
Montréal, 5 février 1902. 675-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
Dame Marie Lebeau, d'Ahuntsic, Sault-au-Recollet, district de Montréal, épouse commune en biens de Grégoire Lèveillé, entrepreneur plâtrier, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Grégoire Lèveillé, Défendeur.  
Une action en séparation de bien a été, ce jour instituée par la demanderesse contre le défendeur.

LAVALLEE & LAVALLEE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 29 janvier, 1902. 569-6

Province de Québec, }  
District de St-Hyacinthe. } Cour Supérieure.  
No 9.  
Dame Joséphine Grenier, épouse commune en biens de Guillaume Fournier, confiseur et pâtisier, des cité et district de Saint-Hyacinthe,  
Demanderesse ;

vs

Guillaume Fournier, sus-désigné, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

BEAUPARLANT & MARIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 29 janvier 1902. 567-5

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } Cour Supérieure.  
No 361.

Dame Marie Orise Chapleau, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son époux, Louis Pepin, industriel, tous deux de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Jérôme, 20 janvier 1902. 511-5

day, instituted an action en séparation de biens against her said husband.

JULES ALLARD,  
Attorney for plaintiff.  
Sorel, 25th January, 1902. 552

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } Superior Court.  
No. 3316.

Dame Amélia Groleau, of Saint Honoré de Shenley, wife of Arthur Demers, artisan, domiciled in the said parish of Saint Honoré de Shenley, duly authorized to appear in judicial proceedings,  
Plaintiff ;

vs

The said Arthur Demers, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 30th of January, 1902.

VIDAL & MARTINEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Joseph Beauce, 10th February, 1902. 802

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
Dame Marie Louise Rosina Savaria, of the parish of Boucherville, district of Montreal, wife common as to property of Anastas Aubertin, farmer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,  
Plaintiff ;

vs.

The said Anastas Aubertin, Defendant.  
An action in separation as to property, has this day, been instituted by the plaintiff, against the defendant.

J. H. DAVID,  
Attorney for plaintiff.  
15, Saint James,  
Montreal, 5th February, 1902. 676

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.  
Dame Marie Lebeau, of Ahuntsic Sault-au-Recollet, district of Montreal, wife common as to property of Grégoire Laveillé, contractor plasterer, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,  
Plaintiff ;

vs

The said Grégoire Laveillé, Defendant.  
An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

LAVALLEE & LAVALLEE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 29th January, 1902. 570

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } Superior Court.  
No. 9.

Dame Josephine Grenier, wife common as to property of Guillaume Fournier, confectioner and pastry cook, of the city and district of Saint Hyacinth,  
Plaintiff ;

vs

Guillaume Fournier, above named, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted this day, against the defendant.

BEAUPARLANT & MARIN  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 29th January, 1902. 568

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } Superior Court.  
No. 361.

Dame Marie Orise Chapleau has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Louis Pepin, trader, both of the tow of Saint Jérôme, district of Terrebonne.

PREVOST & RINFRET,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Jérôme, 20th January, 1902. 512

Province de Québec, }  
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 11.

Dame Marie-Louise Peltier, de la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le district de Sainte-Hyacinthe, épouse commune en biens de Michel Tanguay, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Rosalie, mais temporairement résidant dans le canton de Garthby, district de Saint-François, et dument autorisée,  
Demanderesse ;

va.

Le dit Michel Tanguay, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.  
LUSSIER & GENDRON,  
Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 31 janvier 1902. 699-4

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encan public, le 3e jour d'avril 1902, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois ; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien,  
Par R. H. MORRIS,  
Agent général du bagage.  
Montréal 5 février 1902. 653-4

Province of Quebec, }  
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 11.

Dame Marie Louise Peltier, of the parish of Sainte-Rosalie, in the district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Michel Tanguay, farmer, of the said parish of Sainte Rosalie, but temporarily residing in the township of Garthby, district of Saint Francis, duly authorized,  
Plaintiff ;

vs.

The said Michel Tanguay, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause, to-day.  
LUSSIER & GENDRON,  
Attorneys for the plaintiff.  
Saint Hyacinth, 31st January, 1902. 700

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 3rd day of April, 1902, in the basement of the trainshed, at Windsor street station, at 10 o'clock A.M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months ; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,  
Per R. H. MORRIS,  
General baggage agent.  
Montreal, 5th February, 1902. 654

## Avis de Faillites

Dans l'affaire de J. C. Chouinard, Saint-Charles,  
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 mars 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

GEORGE DARVEAU,  
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
Québec, 22 février 1902. 899

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Arthabaska. }

Dans l'affaire de J. O. Legendre, de Victoriaville,  
Failli.

Avis est par le présent donné que le 24e jour de février 1902, j'ai été nommé curateur à la succession du susdit, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

AUGUSTE BOURBEAU,  
Curateur.

915

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 18.

Dans l'affaire de la "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal", En liquidation.

Je donne avis que, par jugement de la cour, en date du dix-neuvième jour de février 1902, j'ai été nommé liquidateur de "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal."

Les créanciers de la dite compagnie sont requis d'avoir à produire, entre mes mains, sous trente

2

## Bankrupt Notices

In the matter of J. C. Chouinard, Saint Charles,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th March, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,  
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.  
Quebec, 22nd February, 1902. 900

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Arthabaska. }

In the matter of J. O. Legendre, of Victoriaville,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 24th February, 1902, I have been appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within one month.

AUGUSTE BOURBEAU,  
Curator.

916

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 18.

In the matter of "La Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal," In liquidation.

Notice is hereby given that by a judgment of the court, dated 19th February, 1902, I have been appointed liquidator of the above named company.

Creditors of the said company in liquidation are requested to file their claims, attested under oath,

jours de cette date, en mon bureau, au No 26, de la rue Saint-Jacques, Montréal, leurs réclamations certifiées sous serment.

HORACE DUBREUIL,  
Liquidateur. 943

Montréal, 1er mars 1902.

Province de Québec, }  
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Joseph Lebel, commerçant de bois,  
de Saint-Honoré, Failli.  
Avis est par le présent donné que par ordonnance  
rendue à Fraserville, en date du 21 février 1902,  
j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-  
duire leurs réclamations à mon bureau, sous trente  
jours de la date du présent avis.

JOS. A. FOISY,  
Notaire, à Fraserville,  
Curateur.

947

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 399.

Dans l'affaire de C. J. Odell, de Sherbrooke, Qué.,  
Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-  
deuxième jour de février courant, par ordre de la  
cour, j'ai été nommé curateur aux biens du failli  
surnommé.

Les réclamations dûment assermentées doivent  
être produites à mon bureau dans les trente jours  
de cet avis.

J. P. ROYER,  
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,  
No 87, rue Wellington.  
Sherbrooke, 24 février 1902. 921

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Arthur Demers, industriel, de  
Shenley, et

Cyrille Demers, rentier, de Saint-Flavien, comté  
de Lotbinière, créancier, Requérannt cession.

Avis est par le présent donné que le débiteur a  
fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du pro-  
tonotaire de la cour supérieure, à Saint-Joseph,  
Beauce.

WILLIAM POMMERLEAU,  
Gardien provisoire.

Contre-signé,  
Vidal & Martineau,  
Procureurs du gardien provisoire.  
Shenley-Est, 20 février 1902. 919

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que  
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Mon réal.*  
Arthabaska, à savoir : } **L** E CREDIT FONCIER  
No 1891. } **L** FRANCO CANA-  
DIEN, Demandeur, contre AIME VIAU, Défendeur.

Le lot de terre numéro mille vingt-sept (1027),  
aux plan et livre de renvoi officiels du canton de  
Durham, dans le comté de Drummond ; borné en  
front par le chemin du douzième rang.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

at my office, No. 26, Saint-James street, Montreal,  
within thirty days.

HORACE DUBREUIL,  
Liquidator. 944

Montreal, 1st March, 1902.

Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. } *Superior Court.*  
In the matter of Joseph Lebel, wood dealer, of  
Saint Honoré, Insolvent.

Notice is hereby given that by order given at  
Fraserville, on the 21st day of February, 1902,  
I have been appointed curator to the estate of  
the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to  
file their claims at my office, within thirty days  
from the date of the present notice.

JOS. A. FOISY,  
Notary, Fraserville.  
Curator.

948

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 399.

In the matter of C. J. Odell, of Sherbrooke, Que.,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty-second  
day of February instant, by order of the court, I  
was appointed curator to the estate of the above  
named insolvent.

Claims duly attested must be filed at my office  
within thirty days from the date of this notice.

J. P. ROYER,  
Curator.

Office of J. P. Royer,  
No. 87, Wellington, street.  
Sherbrooke, 24th February, 1902. 922

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
In the matter of Arthur Demers, artisan, of Shen-  
ley, and

Cyrille Demers, rentier, of Saint Flavien, county of  
Lotbinière, creditor, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has,  
this day, made a judicial abandonment of his pro-  
perty for the benefit of his creditors, at the pro-  
thonotary's office of the superior court, at Saint Joseph,  
Beauce.

WILLIAM POMMERLEAU,  
Provisional guardian.

Contersigned,  
Vidal & Martineau,  
Attorneys for provisional guardian.  
Shenley East, 20th February, 1902. 920

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Arthabaska, to wit : } **T**HE CREDIT FONCIER  
No. 1891. } **T** FRANCO CANADIEN,  
Plaintiff ; against AIME VIAU, Defendant.

Lot of land number one thousand and twenty-  
seven (1027), of official plan and book of reference  
for the township of Durham, in the county of  
Drummond ; bounded in front by road of twelfth  
range.

To be sold at the parochial church door of Saint

de Saint-Fulgence de Durham, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 24 février 1902. 931  
[Première publication, 1er mars 1902.]

Fulgence of Durham, on the SECOND day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 24th February, 1902. 932  
[First published, 1st March, 1902.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS MANDAT DU MAIRE

Canada, }  
Province de Québec, } LA VILLE DE SAINT-  
District d'Iberville. } JEAN, corps politique  
No 913. } et incorporé, Demanderesse ;  
SOPHIE BOIVIN, veuve de feu Eusèbe Momb-  
bleau, père, saisie, savoir :

1° Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, au côté ouest de la rue Jacques Cartier, portant le numéro deux cent cinquante-huit (No 258), des plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses y érigées.

2° Un lot de terre situé au côté est de la rue de Salaberry, dans la dite ville de Saint-Jean, étant le numéro deux cent quarante-deux (No 242), des plan et livre de renvois officiels—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 26 février 1902. 933  
[Première publication, 1er mars 1902.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS. MAYOR'S WARRANT.

Canada, }  
Province of Quebec, } THE TOWN OF SAINT-  
District of Iberville. } JOHNS, body politic  
No. 913. } and corporate, Plaintiff ; and  
SOPHIE BOIVIN, widow of the late Eusèbe Momb-  
bleau, senior, seized, to wit

1. A lot of land situate in the town of Saint-Johns, in the district of Iberville, on the west side of Jacques Cartier street, being number two hundred and fifty-eight (No. 258), on the official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate on the east side of de Salaberry street, in the said town of Saint Johns, being number two hundred and forty-two (No. 242), on the official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, in the FIRST day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 26th February, 1902. 934  
[First published, 1st March, 1902.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } CHARLES EUGENE  
No 9084. } POULIOT, avocat, de  
la ville de Fraserville, Demandeur ; contre les  
immeubles de OVIDE DESROSIERS, cultivateur,  
de Saint-Antoine, Défendeur, à savoir :

Une terre de six arpents de front sur trente arpents de profondeur, située au premier rang des six mille acres, dans le canté de Témiscouata, et étant les lots numéros quatre, cinq et six (4, 5 et 6), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Antoine—circonstances et dépendances. A distraire de la dite terre six arpents de profondeur sur le front de la dite terre, courant nord depuis le fronteau sud d'icelle.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Antoine, MERCREDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 26 février 1902. 937  
[Première publication, 1er mars 1902.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } CHARLES EUGENE  
No. 9084. } POULIOT, advocate,  
of the town of Fraserville, Plaintiff ; against the  
immovables of OVIDE DESROSIERS, farmer, of  
Saint-Antoine, Defendant, to wit :

A land of six arpents in front by thirty arpents in depth, situate in the first range of the six thousand acres (six mille acres) in the county of Témiscouata, and being lots numbers four, five and six (4, 5 and 6), of the official cadastre of the said parish of Saint-Antoine—circumstances and dependencies. Reserving from the said land six arpents in depth by the frontage of the said land, running north from the front line thereof.

To be sold at the church door of Saint-Antoine, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 26th February, 1902. 938  
[First published, 1st March, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : { **HENRY GEORGE**  
No 2922. } **CARROLL ET ED-**  
**GAR HORACE CIMON**, de Fraserville, Deman-  
deurs; contre les immeubles de **JOSEPH OCTAVE**  
**BELANGER**, du village de Kamouraska, en sa  
qualité de curateur à Dame Arthémise Potvin, Dé-  
fendeur, à savoir :

1° Un certain emplacement situé en le village de  
Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, connu  
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du  
cadastre du dit village, sous les numéros (107 et  
107a) cent sept et cent sept a—avec maison, han-  
gar et autres bâtisses dessus construits.

2° Un autre emplacement situé au même endroit,  
et faisant partie du numéro cent treize (113), du  
même cadastre; et borné au sud au chemin royal  
du premier rang, au sud-ouest, à Thomas Ward (No  
116), au nord et au nord-est à Marie Dionne, pro-  
priétaire du numéro cent treize—avec une maison  
dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-  
Louis de Kamouraska, **MARDI**, le **PREMIER**  
jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.  
Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 22 février 1902. 939  
[Première publication, 1er mars 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : { **HENRY GEORGE**  
No. 2922. } **CARROLL AND**  
**EDGAR HORACE CIMON**, of Fraserville,  
Plaintiffs; against the immovable property of  
**JOSEPH OCTAVE BELANGER**, of the village  
of Kamouraska, in his quality of curator to Dame  
Arthemise Potvin, Defendant, to wit :

1. A certain lot of land situate in the village of  
Kamouraska, in the county of Kamouraska, known  
and described on the official plan and book of  
reference of the cadastre of the said village, as  
numbers 107 and 107 a (one hundred and seven and  
one hundred and seven a)—with house, barn and  
other buildings thereon erected.

2. Another lot situate at the same place, and  
forming part of number one hundred and thirteen  
(113), of the same cadastre; and bounded on the  
south by the King's road of the first range, on the  
south west by Thomas Ward (No. 116), on the  
north and north east by Marie Dionne, owner of  
number one hundred and thirteen—with a house  
thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Louis de  
Kamouraska, on **TUESDAY**, the **FIRST** day of  
**APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.  
Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 22nd February, 1902. 940  
[First published, 1st March, 1902.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que  
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : { **HONORABLE LOUIS**  
No 2778. } **FRANÇOIS RODRI-**  
**GUE MASSON**, l'un des sénateurs de la puissance  
du Canada, *et al.*, agissant tous deux aux présentes  
en leur qualité de seuls exécuteurs et administra-  
teurs testamentaires et fidéi-commissaires des biens  
de la succession de feu l'honorable Joseph Masson,  
en son vivant de la cité de Montréal, marchand,  
Demandeurs; contre les terres et tenements de  
**DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON**,  
de la cité et du district de Montréal, épouse con-  
tractuellement séparée de biens de Ferdinand  
Bayard, boucher, du même lieu, et ce dernier pour  
autoriser son épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse,  
Dame Rosalie Joséphine Thompson, l'immeuble  
suivant :

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-  
Baptiste, de Montréal—avec bâtisses y érigées;  
borné en front par la rue Saint-Laurent, en arrière  
par l'avenue Mitcheson, connu et désigné sur le  
plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-  
Jean-Baptiste, sous le numéro quatre cent trente et  
un (431).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de  
Montréal, le **TREIZIEME** jour de **MARS** prochain,  
à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 28 janvier 1902. 545 3  
[Première publication, 8 février 1902.]

**Sheriff's Sales—Montreal**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**  
have been seized, and will be sold at the respective  
time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : { **THE HONORABLE LOUIS**  
No. 2778. } **FRANCOIS RODRIGUE**  
**MASSON**, one of the senators of the Dominion of  
Canada, *et al.*, all acting herein in their quality of  
sole testamentary executors and administrators in  
trust *fidéi-commissaires* to the property of the estate  
of the late Honorable Joseph Masson, in his life-  
time merchant, of the said city of Montreal,  
Plaintiffs; against the lands and tenements of  
**DAME ROSALIE JOSEPHINE THOMPSON**, of  
the city and district of Montreal, wife separated as  
to property by marriage contract of Ferdinand  
Bayard, butcher, of the same place, and the latter  
to authorize his wife, Defendant.

Seized and belonging to the said defendant, Dame  
Rosalie Joséphine Thompson, the following immov-  
eable, to wit :

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward,  
of Montreal—with the buildings thereon erected;  
bounded in front by Saint Lawrence street, in rear  
by Mitcheson avenue, known and described on the  
official plan and book of reference of the village  
Saint Jean Baptiste, as number four hundred and  
thirty-one (431).

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the **THIRTEENTH** day of **MARCH** next, at  
**TEN** of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 28th January, 1902. 546  
[First published, 8th February, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **H** ELENA QUIGG, de la  
No 305. } ville d'Aylmer, dans le  
district d'Ottawa, fille majeure, Demanderesse ;  
contre JOHN T. WHELAN, en sa qualité de  
curateur dûment nommé à la succession vacante et  
biens de James Honan et Mary Helena Honan,  
enfants décédés, issus du mariage de feu James  
Honan et de feu Mary Quigg, de la dite ville  
d'Aylmer, Défendeur, à savoir :

Lot numéro six cent quarante et un (641), des  
plan et livre de renvoi officiels du village (mainte-  
nant ville) d'Aylmer, dans le district d'Ottawa,  
étant un morceau de terre de forme triangulaire,  
situé à la jonction du chemin Eardley et de la rue  
Notre-Dame, dans la dite ville—avec les bâtisses  
sus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,  
dans la cité de Hull, le PREMIER jour d'AVRIL  
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif Shérif.  
Hull, 26 février 1902. 941  
[Première publication, 1er mars 1902.]

## Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS  
have been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **H** ELENA QUIGG, of the  
No. 305 } town of Aylmer, in the  
district of Ottawa, spinster, Plaintiff ; against  
JOHN T. WHELAN, in his capacity of curator  
duly named to the vacant succession and estate of  
James Honan and Mary Helena Honan, deceased  
children, born of the marriage of the late James  
Honan and the late Mary Quigg, of the said town  
of Aylmer, Defendant, to wit :

Lot number six hundred and forty-one (641),  
according to the official plan and book of reference  
of the village (now town) of Aylmer, in the district  
of Ottawa, being a triangular piece of land, situate  
at the junction of Eardley Road and Notre Dame  
street, in said town—with the buildings thereon  
erected.

To be sold at the registry office, in the city of  
Hull, on the FIRST day of APRIL next, at TEN  
of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office. Sheriff.  
Hull, 26th February, 1902. 942  
[First published, 1st March, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas

## FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **L** E CREDIT FONCIER  
No 1834. } **L** FRANCO-CANADIEN,  
corps politique et incorporé, ayant son principal  
établissement en la cité de Montréal, et faisant  
affaires en la cité de Québec, contre LOUIS LA-  
POINTE, de la cité de Québec, à savoir :

La moitié nord-est du lot numéro 693 (six cent  
quatre-vingt-treize), du cadastre officiel pour la  
paroisse de Saint-Sauveur de Québec, mesurant  
19½ pieds largeur sur soixante pieds de profondeur ;  
borné au sud par la rue Colomb, au nord par Joseph  
E. Laplante, au sud-ouest par Alexandre Bélanger,  
au nord-est par Louis Julien, étant un emplacement  
situé sur la rue Colomb—circonstances et dépen-  
dances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00,  
payable le 29 septembre, aux MM. Boisseau, de  
Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Qué-  
bec, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à  
DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 27 février 1902. 953  
[Première publication, 1 mars 1902.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L** E CREDIT FONCIER  
No 1842. } **L** FRANCO CANADIEN,  
corps politique et incorporé, ayant son principal  
établissement en la cité de Montréal, et faisant  
affaires en la cité de Québec ; contre FRANCOIS  
XAVIER ELIE dit BRETON, de la cité de  
Québec, à savoir :

Le lot No 715 (sept cent quinze), du cadastre  
officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de  
Québec, étant un emplacement situé sur la rue

## Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective  
times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **L** E CREDIT FONCIER  
No. 1834. } **L** FRANCO-CANADIAN,  
a body politic and corporate, having its principal  
place of business in the city of Montreal, and carry-  
ing on business in the city of Quebec ; against  
LOUIS LAPOINTE, of the city of Quebec, to wit :

The north-east half of lot No. 693 (six hundred  
and ninety-three), of the official cadastre of the  
parish of Saint Sauveur de Québec, measuring 19½  
feet in width by sixty feet in depth ; bounded on  
the south by Colomb street, on the north by  
Joseph E. Laplante, on the south west by Alexan-  
dre Bélanger, on the north east by Louis Julien,  
being a lot situate on Colomb street—circumstan-  
ces and dependencies. Subject to a yearly rent of  
\$5.00, payable on the 29th of September, to the  
Messrs. Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on  
the FOURTH day of APRIL next, at TEN of the  
clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 27th February, 1902. 954  
[First published, 1st March, 1902.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **L** E CREDIT FONCIER  
No. 1842. } **L** FRANCO CANADIEN,  
a body politic and corporate, having its principal  
place of business in the city of Montreal, and  
carrying on business in the city of Quebec ; against  
FRANCOIS XAVIER ELIE dit BRETON, of  
the city of Quebec, to wit :

Lot No. 715 (seven hundred and fifteen), of the  
official cadastre of the parish of Saint Sauveur de  
Québec, being a lot situate on Kirouac street—

Kirouac—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5 00, payable le 29 septembre aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 27 février 1902. 951  
[Première publication, 1er mars 1902.]

FIERI FACIAS.

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;  
No 1676. } L contre FRANCOIS X.  
CAMPAGNA, de la cité de Québec, confiseur, à  
savoir :

Le lot No 1515 (mille cinq cent quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$4.50, payable le 29 juin aux Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 27 février 1902. 949  
[Première publication, 1er mars 1902.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } DANS une cause où DAME  
No 874. } CATHERINE GARANT,  
de Beauport, veuve de Joseph Bélanger était Demanderesse, et ANTOINE GUILLOT, père, de Beauport était Défendeur, le dit défendeur Antoine Guillot contre la dite demanderesse, Dame Catherine Garant, à savoir :

Un terrain situé en la paroisse de Beauport, concession Saint Michel, étant toute la partie du lot No 842 (huit cent quarante-deux), du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, qui se trouve au sud de la rivière de Beauport, y compris la dite rivière et le droit de vaquer sur le côté nord d'icelle pour y travailler pour les besoins du moulin qui s'y trouve ; borné le dit terrain au nord par la rive nord de la dite rivière, au sud aux lots Nos 843 et 760, à l'est au lot No. 835, à l'ouest partie à la route Saint-Michel et partie au dit lot No 843—avec moulin à scies, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, comté de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 13 février 1902. 761-2  
[Première publication, 15 février 1902.]

FIERI FACIAS.

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } CYPRIEN LABRECQUE,  
No 4586. } écrivain, de la cité de Québec,  
notaire, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu William Drum, en son vivant manufacturier de meubles ; contre THOMAS B. GOODFELLOW, de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, cultivateur, à savoir :

1° La moitié indivise du lot No 146 (cent quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, étant un lot de terre situé en la troisième concession nouvelle—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise de partie du lot No 145 (cent quarante-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier ; bornée au nord-est à George Todd, au sud-ouest à George Neil, au nord-ouest à George Moore Fairchild, père, ou

circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th of September, to the Messrs Boisseau, of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 27th February, 1902. 952  
[First published, 1st March, 1902.]

FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;  
No. 1676. } L against FRANCOIS X.  
CAMPAGNA, of the city of Quebec, confectioner,  
to wit :

Lot No. 1515 (one thousand five hundred and fifteen), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Valier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$4.50, payable to the Community of the Nuns of the Hôtel-Dieu de Québec, on the 29th of June of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FOURTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 27th February, 1902. 950  
[First published, 1st March, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } IN a suit in which DAME  
No. 874. } CATHERINE GARANT, of  
Beauport, widow of Joseph Belanger, was Plaintiff, and ANTOINE GUILLOT, senior, of Beauport, was Defendant, the said Antoine Guillot against the said Dame Catherine Garant, to wit :

A lot situate in the parish of Beauport, Saint Michel concession, being all the part of lot No. 842 (eight hundred and forty-two), of the official cadastre for the parish of Beauport, which is south of the Beauport river, including the said river therein, and the right to go alone on the north side thereof to work there for the requirements of the mill which is there ; said land being bounded on the north by the north bank of the said river, on the south by the lots No. 843, and 760, on the east by lot No. 835, on the west partly by the route Saint Michel, and partly by the said lot No. 843—with saw mills, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Beauport, county of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Quebec, 13th February, 1902. 762  
[First published, 15th February, 1902.]

FIERI FACIAS

*Quebec Circuit.*

Quebec, to wit : } CYPRIEN LABRECQUE,  
No. 4586. } esquire, of the city of  
Quebec, notary, in his quality of testamentary executor of the estate of the late William Drum, in his lifetime cabinet-maker ; against THOMAS B. GOODFELLOW, of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, farmer, to wit :

1. The undivided half of lot No. 146 (one hundred and forty-six), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier, being a lot of land situate in the third new concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The undivided half of part of lot No. 145 (one hundred and forty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Gabriel de Valcartier ; bounded on the north east by Georges Todd, on the south west by George Neil, on the north west by George

ses représentants, au sud-est par la rivière Jacques-Cartier, étant un lot de terre de forme irrégulière, situé en la troisième concession nouvelle—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Québec, 13 février 1902. 783.2  
[Première publication, 15 février 1902.]

Moore Fairchild, senior, or his representatives, on the south east by the river Jacques Cartier, being a lot of land of irregular shape, situate in the third new concession—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Quebec, 13th February, 1902. 784  
[First published, 15th February, 1902.]

### Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS

*Cour de Circuit—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } L'HONORABLE JONATHAN  
No 21200. } SEXTON CAMPBELL  
WURTELE, Demandeur; contre FELIX CARTIER, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, concession Sainte-Julie, étant le lot numéro deux cent trente et un (No 231), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,  
Shérif.  
Bureau du Shérif,  
Sorel, 25 février 1902. 957  
[Première publication, 1er mars 1902.]

### Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Rimouski.*

No 2085. } ETIENNE LEVESQUE ET  
JOSEPH LEVESQUE,

FILS, du village de Mont Joli, et faisant affaires en société comme commerçants sous les nom et raison de "Levesque et Fils", Demandeurs; vs PIERRE LEVESQUE, AUGUSTE BERUBE et JOSEPH BERUBE, de la paroisse de Saint-Gabriel, et y faisant commerce en société sous les nom et raison de "Levesque, Bérubé et Frère", conjointement et solidairement, savoir:

Comme appartenant à la dite société "Levesque, Bérubé et frère":

Un emplacement de un arpent par un arpent plus ou moins, étant partie du lot No 20, 1er rang, canton Massé—avec bâtisses sus construites, et spécialement un moulin à scie (carriage et moulin à bardeau), machines et machineries du dit moulin—circonstances et dépendances.

Comme appartenant à Pierre Lévesque:

Un emplacement de  $\frac{1}{2}$  par  $\frac{1}{2}$  arpent, plus ou moins, étant partie du No 5b du cadastre officiel d'une partie du canton Fleuriau; borné à l'est par le No 6, du dit cadastre, au nord au chemin Taché, au sud et à l'ouest par Majorique Lebel ou représentants—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

### Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS

*Circuit Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit: } THE HONORABLE JONATHAN  
No. 21200. } SEXTON CAMPBELL  
WURTELE, Plaintiff; against FELIX CARTIER, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint David, in the concession Sainte Julie, being lot number two hundred and thirty-one (No 231), of the official cadastre of the said parish of Saint David—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the FIFTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,  
Sheriff.  
Sheriff's Office,  
Sorel, 25th February, 1902. 958  
[First published, 1st March, 1902.]

### Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—Rimouski.*

No 2085. } ETIENNE LEVESQUE AND  
JOSEPH LEVESQUE, JUNIOR,

of the village of Mont Joli, and doing business in partnership as traders under the style and firm of "Levesque & Fils", Plaintiffs; vs. PIERRE LEVESQUE, AUGUSTE BERUBE and JOSEPH BERUBE, of the parish of Saint-Gabriel, and doing business there in partnership under the style and firm of "Levesque, Bérubé & Frère", jointly and severally, to wit:

As belonging to the said firm "Levesque, Bérubé & Frère":

A lot of one arpent by one arpent, more or less, being part of lot No. 20, 1st range, township Massé—with buildings thereon erected, and especially a saw mill (carriage and shingle mill), machinery and apparatus of the said mill—circumstances and dependencies.

As belonging to Pierre Lévesque:

A lot of  $\frac{1}{2}$  by  $\frac{1}{2}$  arpent, more or less, being part of No. 5b, of the official cadastre of a part of the township Fleuriau; bounded on the east by No. 6, of the said cadastre, on the north by the Taché road, on the south and west by Majorique Lebel or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Comme appartenant à Auguste Bérubé :  
Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres que le dit Auguste Bérubé a et peut avoir :

- 1° Sur le lot No 20, 1er rang, canton Massé.
- 2° Sur le lot No 25, 1er rang, canton Massé.
- 3° Sur le lot No 26, 1er rang, canton Massé.
- 4° Sur le lot No 18, 1er rang, canton Massé—circonstances et dépendances.

Comme appartenant à Joseph Bérubé :  
Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres droits que le dit Joseph Bérubé a et peut avoir sur le lot No 19, 1er rang, canton Massé, paroisse de Saint-Gabriel—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel, le PREMIER AVRIL 1902, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 26 février 1902. 959  
[Première publication, 1er mars 1902.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le district de Saint-François.  
Saint-François, à savoir : } CHARLES C. CABANA, Demandeur;

contre NÉRÉ CORRIVEAU ET AL., Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Jules Lelaidier, un des défendeurs en cette cause, l'immeuble suivant, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Brompton, comme lot numéro treize A (No 13 A), dans le quatrième rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François Xavier de Brompton, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 26 février 1902. 935  
[Première publication, 1er mars 1902.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DE CURATEUR.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.  
Trois-Rivières, à savoir : } IN RE SMITH & LARIVIERE, Faillis ;

et J. A. HEBERT, curateur ; et le dit curateur, requérant.

Comme appartenant aux dits Smith & Larivière :  
1° Un moulin à scie mû par la vapeur, l'engin, la chaudière, une grande scie et accessoires, deux machines à bardeaux, un écorseur de bois de pulpe et toutes les autres machines : poulies, arbres de couche et accessoires, ainsi que la boutique de forge et son

As belonging to Auguste Bérubé :  
All the rights of clearance, improvements, buildings and others which the said Auguste Bérubé has or may have.

1. On lot No 20, 1st range, township Massé.
2. On lot No. 25, 1st range, township Massé.
3. On lot No. 26, 1st range, township Massé.
4. On lot No. 18, 1st range, township Massé—circumstances and dependencies.

As belonging to Joseph Bérubé :  
All the rights of clearance, improvements, buildings and other rights which the said Joseph Bérubé has and may have on lot No. 19, 1st range, township Massé, parish of Saint Gabriel—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel, on the FIRST of APRIL 1902, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Rimouski, 26th February, 1902. 960  
[First published, 1st March, 1902.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court, for the district of Saint Francis.  
Saint Francis, to wit : } CHARLES C. CABANA, Plaintiff; against

NÉRÉ CORRIVEAU ET AL., Defendants.

Seized as belonging to Jules Lelaidier, one of the defendants in this cause, the following immoveable property, to wit :

A piece of land situate in the township of Brompton, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Brompton, as the lot number thirteen A (No. 13 A), in the fourth range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François Xavier de Brompton, on the FIRST day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 26th February, 1902. 936  
[First published, 1st March, 1902.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.  
Three Rivers, to wit : } IN RE SMITH & LARIVIERE, Insolvents ;

and J. A. HEBERT, curator, and the said curator, petitioner.

As belonging to the said Smith & Larivière :  
1. A saw mill driven by steam, the engine, boiler, a large saw and its accessories, two shingle machines, a machine for peeling the bark off pulp wood, and all the other machines : pulleys, shaft and accessories, as also the blacksmith's forge and its contents,

contenu, le tout vendu à la charge par l'adjudicataire de payer à Ephrem Bruneau, le loyer pour les quatre ans prochains, du terrain sur lequel est bâti le dit moulin, situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, sous le numéro vingt-neuf, du seizième rang du canton de Maddington, connu et désigné sous le numéro cent quarante et un (141), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, comté de Nicolet.

2° Un compeau de terre étant la moitié sud du numéro vingt, et tout le numéro vingt et un, du seizième rang du canton de Maddington, situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, connu et désigné sous les numéros cent cinquante et cent quarante-neuf (150 et 149), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford—avec la réserve des droits de la Couronne.

3° La moitié nord d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro trente, du seizième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent quarante (140), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford—avec réserve des droits de la Couronne.

4° Comme appartenant à D. Smith :

La moitié d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro vingt, du dix-septième rang du canton de Maddington, étant le numéro cent vingt-neuf (129), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford.

5° La moitié d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, étant le numéro vingt et un, du seizième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent quarante-neuf (149), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford.

6° Comme appartenant à Larivière :

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro vingt-neuf, du dix-septième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent trente-huit (138), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford—avec réserve des droits de la Couronne.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, le PREMIER jour de d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 24 février 1902. 757  
[Première publication, 1er mars 1902.]

PROVINCE DE QUÉBEC.—KAMOURASKA.

BUREAU DU CONSEIL DE LA VILLE DE FRASERVILLE.

Avis public est le présent donné par Magloire Deschênes, secrétaire-trésorier, que le DIX-HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle des sessions du conseil de la ville de Fraserville, la propriété suivante située sur la rue du Marché, sera vendue à l'enchère publique, à défaut de paiement des taxes municipales et scolaires dues et frais encourus sur icelle, savoir :

Personne endettée.

Paul Dupuis.

Un emplacement étant le numéro 120b, du cadastre officiel de Fraserville—avec une maison sus-construite, à charge d'une rente constituée due aux seigneurs Fraser.

Taxes municipales..... \$ 29 00  
" scolaires..... 6 50

\$ 35 50

M. DESCHÊNES,  
Secrétaire-trésorier.

Ville de Fraserville, 18 février 1902. 853-2

the whole subject to the charge upon the purchaser of paying to Ephrem Bruneau, the rent for the next four years, of the land on which the said mill is built, situate in the parish of Sainte-Marie de Blandford, under number twenty-nine, of the sixteenth range of the township of Maddington, known and described as number one hundred and forty-one (141), of the official cadastre of the parish of Sainte Marie de Blandford, county of Nicolet.

2. A parcel of land being the south half of number twenty, and the whole of number twenty-one, of the sixteenth range of the township of Maddington, situate in the parish of Sainte-Marie de Blandford, known and described as numbers one hundred and fifty and one hundred and forty-nine (150 and 149), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford—reserving the rights of the Crown.

3. The north half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number thirty, of the sixteenth range of the township of Maddington, being number one hundred and forty (140), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford—reserving the rights of the crown.

4. As belonging to D. Smith :

The half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number twenty, of the seventeenth range of the township of Maddington, being number one hundred and twenty-nine (129), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford.

5. The half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, being number twenty-one, of the sixteenth range of the township of Maddington, known as number one hundred and forty-nine (149), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford.

6. As belonging to Larivière :

A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number twenty-nine, of the seventeenth range of the township of Maddington, known as number one hundred and thirty-eight (138), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford—reserving the rights of the crown.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Blandford, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 24th February, 1902. 758  
[First published, 1st March, 1902.]

PROVINCE OF QUEBEC.—KAMOURASKA.

OFFICE OF THE COUNCIL OF THE TOWN OF FRASERVILLE.

Public notice is hereby given by Mr. Magloire Deschênes, secretary treasurer, that on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, in the council room of the town of Fraserville, the following property situate in the said town, shall be sold by public auction for non payment of the municipal and school taxes due and the costs incurred thereon, to wit :

Person indebted.

Paul Dupuis.

A lot being No. 120b, of the official cadastre of the Fraserville—with a house thereon erected, subject to an annual rent due to the seigniors Fraser.

Municipal taxes..... \$ 29 00  
School " ..... 6 50

\$ 35 00

M. DESCHÊNES,  
Secretary treasurer.

Town of Fraserville, 18th February, 1902. 854

## Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie Manufacturière de Montmagny."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : l'exploitation d'une machinerie, d'une fonderie et en général la manufacture du bois, du fer et de la fonte.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie, sera en la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

4° Le fonds social sera de quarante mille dollars, divisé en quatre cents parts de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Victor Proteau, marchand ; Charles Eugène Létourneau, marchand ; Napoléon Létourneau, embouteilleur ; Omer Têtu, boulanger ; Elzéar Boulanger, navigateur ; Joseph Vallée, marchand ; tous de la ville de Montmagny, et Louis Coulombe, cultivateur ; A. N. Normand, industriel, de la paroisse de Saint-Thomas, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

ROY, BERGERON & SIMARD,

Procureurs des requérants.

Montmagny, 26 février 1902.

955

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the projected company, will be "La Compagnie Manufacturière de Montmagny".

2. The purposes for which its incorporation is sought are : running a factory, a foundry and a general manufacture of timber, of iron and smelting.

3. The company's chief place of business will be in the parish of Saint Thomas de Montmagny.

4. The capital stock will be forty thousand dollars, divided into four hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Victor Proteau, merchant ; Charles Eugène Létourneau, merchant ; Napoléon Létourneau, bottler ; Omer Têtu, baker ; Elzéar Boulanger, mariner ; Joseph Vallée, merchant, all of the town of Montmagny, and Louis Coulombe, farmer ; A. N. Normand, manufacturer, of the parish of Saint Thomas, and Ernest Roy, advocate, of the city of Québec.

6° The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

ROY, BERGERON & SIMARD,

Attorneys for petitioners.

Montmagny, 26th February, 1902.

956

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de J. H. Patry, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge, en date du 21 février 1902, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

GEO. DARVEAU,

Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.

Québec, 22 février 1902.

963

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de John Lavallée, de Saint-Charles de Bellechasse, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Cimon, en date du 27ème jour de février 1902, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations dans un délai de trente jours de cette date.

GEO. LEFAIVRE,

L. E. TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 27 février 1902.

965

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } Superior Court.

In the matter of J. H. Patry, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Honorable judge, dated the 21st day of February, 1902, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims at my office, within a delay of thirty days from the present notice.

GEO. DARVEAU,

Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.

Québec, 22nd February, 1902.

964

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } Superior Court.

In the matter of John Lavallée, of Saint Charles de Bellechasse, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Cimon, dated the 27th day of February 1902, the undersigned have been appointed joint curators.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims duly attested within a delay of thirty days from this date.

GEO. LEFAIVRE,

L. E. TASCHEREAU,

Joint curators.

Québec, 27th February, 1902.

966

Province de Québec, }  
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Joseph Athanase Renault, de  
 Saint-Ephrem de Tring, marchand, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le dit J. A.  
 Renault, a, le 21e jour de février 1902, fait cession  
 de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers entre  
 les mains du protonotaire de la cour supérieure du  
 district de Beauce, à Saint-Joseph.

GEO. LEFAIVRE,  
 Gardien provisoire.  
 Québec, 27 février 1902. 967

Province de Québec, }  
 District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*  
 Dans l'affaire de François-Xavier Roy, de Saint-  
 Philippe de Néri, marchand, Failli.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
 jugement de l'honorable juge Cimon, en date du  
 22e jour de février 1902, les soussignés ont été  
 nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-  
 duire leurs réclamations, dûment attestées sous ser-  
 ment, dans un délai de trente jours de cette date.

GEO. LEFAIVRE,  
 L. E. TASCHEREAU.  
 Curateurs conjoints.

Québec, 25 février 1902. 969

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Louis Alphonse Fréchette, de  
 Thetford Mines, marchand, Failli.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
 ordre de la cour, en date du 17e jour de février 1902,  
 les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.  
 Les créanciers du dit failli sont requis de pro-  
 duire leurs réclamations, dûment attestées sous  
 serment, dans un délai de trente jours de cette date.

GEO. LEFAIVRE,  
 L. E. TASCHEREAU.  
 Curateurs conjoints.

Québec, 20 février 1902. 971

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Wilhelmine Bluteau, marchande publique,  
 faisant affaires à Shawenegan Falls, sous la raison  
 sociale de R. Bergeron & Cie., Faillie ;

et

Lamarche & Benoit, Gardiens provisoires.  
 Avis est donné que le dix-neuvième jour de février  
 1902, la dite faillie a déposé son bilan au greffe de  
 la cour supérieure, du district des Trois-Rivières.

LAMARCHE & BENOIT,  
 Gardiens provisoires.

1709, rue Notre-Dame, Montréal. 973  
 Montréal, 22 février 1902.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 29.

Dans l'affaire de Donald Clark, de Montréal,  
 Failli.  
 Avis est par le présent donné que le 24ème jour  
 de février 1902, par ordre de la cour, nous avons  
 été nommés curateurs des susdits biens.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 les dits biens sont requises de les produire, dûment  
 attestées, sous trente jours.

ARTHUR W. WILK,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Curateurs-conjoint.

Bureau de Wilk & Michaud,  
 205, rue Saint-Jacques,  
 Montréal, 24 février 1902. 961

Province of Quebec, }  
 District of Beauce. } *Superior Court.*  
 In the matter of Joseph Athanase Renault, of Saint  
 Ephrem de Tring, merchant, Insolvent.  
 Notice is hereby given that the said J. A.  
 Renault, has, on the 21st day of February, 1902,  
 made a judicial abandonment of his property for  
 the benefit of his creditors, at the prothonotary's  
 office of the superior court for the district of Beauce,  
 at Saint Joseph.

GEO. LEFAIVRE,  
 Provisional guardian.  
 Quebec, 27th February, 1902. 968

Province of Quebec, }  
 District of Kamouraska. } *Superior Court.*  
 In the matter of François Xavier Roy, of Saint  
 Philippe de Néri, merchant, Insolvent.  
 Notice is hereby given that by order of the Honor-  
 able judge Cimon, dated the 22nd day of February,  
 1902, the undersigned have been appointed joint  
 curators.

Creditors of the said insolvent are required to file  
 their claims, duly attested, within a delay of thirty  
 days from this date.

GEO. LEFAIVRE,  
 L. E. TASCHEREAU.  
 Joint curators.

Quebec, 25th February, 1902. 970

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 In the matter of Louis Alphonse Fréchette, of  
 Thetford Mines, Insolvent.  
 Notice is hereby given that by order of the court,  
 dated on the 17th day of February, 1902, the un-  
 dersigned have been appointed joint curators.  
 Creditors of the said insolvent are required to  
 file their claims, duly attested, within a delay of  
 thirty days from this date.

GEO. LEFAIVRE,  
 L. E. TASCHEREAU,  
 Joint curators.

Quebec, 20th February, 1902. 972

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
*In re* Wilhelmine Bluteau, public trader, carrying  
 on business at Shawenegan Falls, under the name,  
 style and firm of R. Bergeron & Cie., Insolvent ;

and

Lamarche & Benoit, Provisional guardians.  
 Notice is given that on the nineteenth day of  
 February, 1902, the said insolvent has made a judi-  
 cial abandonment of her property, at the prothono-  
 tary's office of the superior court, for the district  
 of Three Rivers.

LAMARCHE & BENOIT,  
 Provisional guardians.

1709, Notre-Dame street, Montréal. 974  
 Montreal, 22nd February, 1902.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 29.

In the matter of Donald Clark, Montreal,  
 Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 24th day of  
 February, 1902, by order of this court, we were  
 appointed joint curators to the above estate.

All parties having claims against said estate are  
 requested to file same, duly attested, within thirty  
 days.

ARTHUR W. WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
 205, Saint James street,  
 Montreal, 24th February, 1902. 962

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Dame Pamela Dyon, (Fleury, Hébert & Cie.),  
 Montréal, Faillie.

Un nouveau bordereau de dividende est déclaré dans cette affaire, contestable jusqu'au 17 mars prochain, et payable lorsque le dividende d'appel sera rentré.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON.  
 Curateurs-conjoints.

41, Bâtisse des tramways.  
 Montréal, 1er mars 1902. 975

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. Arthur Lajoie, Shawenegan Falls, P. Q.  
 Insolvable.

Avis vous est donné que le 26e jour de février 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE.  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 1er mars 1902. 977

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Dame Pamela Dyon, (Fleury, Hébert & Cie.),  
 Montreal, Insolvent.

A new dividend sheet is declared in this matter, subject to contestation until the 17th of March, inclusive, and payable when the dividend call has been collected.

ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON.  
 Joints curators.

41, Street Railway Building.  
 Montreal, 1st March, 1902. 976

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers } *Superior Court.*  
*In re* J. Arthur Lavoie, Shawenegan Falls, P. Q.,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that on the 26th day of February, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James Street.  
 Montreal, 1st March, 1902. 978

### Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du vingt-quatrième jour de février 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Saint-François, Alfred Blanchette, cultivateur, de Chartierville, comté de Compton. 979

### Appointment

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased by order in council, dated the twenty-fourth day of February, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Saint Francis, Alfred Blanchette, farmer, of Chartierville, county of Compton. 980

### Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 9

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—*Demande d'—*Divers lots du canton de Stanbridge à la municipalité Saint-Armand-Ouest, comté de Missisquoi, 583.

ANNONCEURS :—*Avis aux :—* Concernant avis, etc., 581.

AVIS :—*Effets de bagage non réclamés, Cie du chemin de fer du Pacifique Canadien, 597 ; Hatley Water Coy s'est conformée aux formalités prescrites par la loi, 582.*

AVIS DE CANCELLATION :—*Canton de :—* Escoumains, 583 ; Neigette, 583.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des :—* Assemblée législative, 585 ; Au sujet de la date de réception, 583 ; Conseil législatif, 583.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—*Admettre Jos. Germino à la pratique du notariat, 590 ; Admettre Jos. Nap. Landry à la pratique de médecine et de chirurgie, 587 ; Admettre W. C. Mills, médecin, 588 ; Amender acte d'incorporation, cité de Hull, 590 ; Beauharnois Heat, Light & Power Coy, 589 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 587 ; Cie de pulpe de Chicoutimi, 590 ; Cie de téléphone de Montmorency, 589 ; Incorporer la Cie électrique de Sorel, 588 ; Incorporer la société*

### Index of the Quebec Official Gazette, No. 9

MUNICIPALITIES ANNEXED :—*Applying for :—* Several lots of the township of Stanbridge to the municipality of Saint Armand West, county of Missisquoi, 583.

ADVERTISERS :—*Notice to :—* Respecting notices &c, 581.

NOTICES :—*Articles of unclaimed baggage, Canadian Pacific Railway Coy, 597 ; Hatley Water Coy has complied with the formalities prescribed by law, 582.*

NOTICES OF CANCELLATION :—*Township of :—* Escoumains, 583 ; Neigette, 583.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the :—* Legislative Assembly, 585 ; Relating the date of reception, 583 ; Legislative Council, 583.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—*To admit Jos. Germino to the practice as notary, 590 ; To admit Jos. Nap. Landry to the practice of medicine and surgery, 587 ; To admit W. C. Mills, physician, 588 ; To amend the act of incorporation, city of Hull, 590 ; Beauharnois Heat, Light & Power Coy, 589 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu, du Canada, 587 ; Cie de pulpe de Chicoutimi, 590 ; Cie de téléphone de Montmorency, 589 ; To incorporate La Cie électrique de Sorel, 588 ; To incorpo-*

d'administration générale, 588 ; Loi pour inclure le comté de Lotbinière et la ville de Lévis pour l'entretien du pont Garneau, 590 ; L'Union mutuelle Universelle, 589 ; Pouvoir d'hypothéquer certains immeubles de la succession Beaudry, pour fins municipales, 587 ; Séparer l'Île D'Anticosti du comté de Saguenay, 589 ; Shawinigan Water & Power Coy. 591 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 588 ; The Levis Railway County Coy, 590 ; The Montreal Railway Coy, 589.

**ERRATUM** :—Nomination de juges de paix, lire Pierre Frelatte au lieu de Pierre Fradette, 582.

**FAILLES** :—Chouinard, 597 ; Clark, 607 ; Demers, 598 ; Dme Bluteau, 607 ; Dme Dyon, 608 ; Fréchette, 607 ; Lajoie, 608 ; Lavallée, 606 ; Lebel, 598 ; Legendre, 597 ; Odell, 598 ; Patry, 606 ; Renault, 607 ; Roy, 607.

**LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** :—Amiot, Lecours & Larivière, incorporée, 592 ; Journal of Commerce Coy, 594 ; La Cie de laiterie Saint-Laurent, 591 ; La Cie manufacturière de Montmagny, 606 ; The Boas Felsen Coy, 593 ; The Charles A. Bull Produce Company, 591 ; The Chapman-Dart Co., Ltd., 594 ; The Hull Brewing & Malting Coy, 595 ; The Quebec Opera House Coy, 593.

**LIQUIDATION** :—La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 597.

**MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT** :—De John Helder Isaacson à Robert Bennett Hutcheson, 583.

**NOMINATIONS** :—*Conseillers municipaux* :—Municipalité du canton de Howard, 582.  
*Conseiller municipal* :—Ville de Chicoutimi, 582.  
*Cour des commissaires* :—Saint-Thomas de Pierre-ville, comté d'Yamaska, 582.  
*Juges de paix* :—District de Trois-Rivières, 581 ; Province de Québec, 581 ; District de Saint-François, 608.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Chapleau vs Pepin, 596 ; Delorme vs Bachand, 595 ; Grenier vs Fournier, 596 ; Groleau vs Demers, 596 ; Lebeau vs Léveillé, 596 ; Pelletier vs Tanguay, 597 ; Savaria vs Aubertin, 596 ; Turner vs Descheneaux, 595.

**VENTE POUR TAXES MUNICIPALES** :—Ville de Fraserville, 605.

#### VENTES PAR LES SHERIFS :

**ARTHABASKA** :—Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Viau, 598.

**IBERVILLE** :—La ville de Saint Jean vs Succession Boivin, 599.

**KAMOURASKA** :—Carroll & Simon vs Bélanger, 600 ; Pouliot vs Desrosiers, 599.

**MONTREAL** :—L'honorable Masson vs Dme Thompson, 600.

**OTTAWA** :—Quigg vs Whelan *es-qual*, 601.

**QUÉBEC** :—Guillot vs Dme Garant, 602 ; La cité de Québec vs Campagna, 602 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Breton, 601 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Lapointe, 601.

rate the " Société d'administration générale ", 588 ; Law to include the county of Lotbinière and the town of Lévis for the maintenance of Garneau bridge, 590 ; L'Union Mutuelle Universelle, 589 ; Right to hypothecate certain immovables of the estate Beaudry, for municipal purposes, 587 ; To separate the Island of Anticosti from the county of Saguenay, 589 ; Shawinigan Water & Power Coy. 591 ; The Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 588 ; The Levis Railway County Coy, 590 ; The Montreal Railway Coy, 589.

**ERRATUM** :—Appointment of justices of the peace, read Pierre Frelatte instead of Pierre Fradette, 582.

**INSOLVENTS** :—Chouinard, 597 ; Clark, 607 ; Demers, 598 ; Dme Bluteau, 607 ; Dme Dyon, 608 ; Fréchette, 607 ; Lajoie, 608 ; Lavallée, 606 ; Lebel, 598 ; Legendre, 597 ; Odell, 598 ; Patry, 606 ; Renault, 607 ; Roy, 607.

**LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** :—Amiot, Lecours & Larivière, incorporated, 592 ; Journal of Commerce Coy, 594 ; La Cie de Laiterie Saint Laurent, 591 ; La Cie manufacturière de Montmagny, 606 ; The Boas Felsen Coy, 593 ; The Charles A. Bull Produce Company, 591 ; The Chapman-Dart Co., Ltd., 594 ; The Hull Brewing & Malting Coy, 595 ; The Quebec Opera House Coy, 593.

**LIQUIDATION** :—La Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 597.

**MINUTES OF NOTARIES, APPLYING FOR** :—From John Helder Isaacson to Robert Bennett Hutcheson. 583.

**APPOINTMENTS** :—*Municipal councillors* :—Municipality of the township of Howard, 582.  
*Municipal councillor* :—Town of Chicoutimi, 582.  
*Commissioners' court* :—Saint-Thomas de Pierre-ville, county of Yamaska, 582.  
*Justice of the peace* :—District of Three Rivers, 581 ; Province of Quebec, 581 ; District of Saint Francis, 608.

**SÉPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Chapleau vs Pepin, 596 ; Delorme vs Bachand, 595 ; Grenier vs Fournier, 596 ; Groleau vs Demers, 596 ; Lebeau vs Léveillé, 596 ; Pelletier vs Tanguay, 597 ; Savaria vs Aubertin, 596 ; Turner vs Descheneaux, 595.

**SALE FOR MUNICIPAL TAXES** :—Town of Fraserville, 605.

#### SHERIFF'S SALES :

**ARTHABASKA** :—Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Viau, 598.

**IBERVILLE** :—The town of Saint John vs Estate Boivin, 599.

**KAMOURASKA** :—Carroll & Simon vs Bélanger, 600 ; Pouliot vs Desrosiers, 599.

**MONTREAL** :—L'honorable Masson vs Dme Thompson, 600.

**OTTAWA** :—Quigg vs Whelan *es-qual*, 601.

**QUEBEC** :—Guillot vs Garant, 602 ; La cité de Québec vs Campagna, 602 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Breton, 601 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Lapointe, 601.

RICHELIEU :—Würtele vs Cartier, 603.

RIMOUSKI :—Levesque & Fils vs Levesque *et al*,  
603.

SAINT-FRANÇOIS :—Cabana vs Corriveau *et al*,  
604.

TROIS-RIVIÈRES :—Smith & Larivière, faillis, 604.

RICHELIEU :—Würtele vs Cartier, 603.

RIMOUSKI :—Levesque & Fils vs Levesque *et al*,  
603.

SAINT FRANCIS :—Cabana vs Corriveau *et al*,  
604.

THREE RIVERS :—Smith & Larivière, insolvents,  
604.